



TULLE, le 23 OCT 2012

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Mireille LARREDE

Préfecture de la Corrèze

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du dépôt BUTAGAZ



commune de Brive-la-Gaillarde

Règlement

septembre 2012

DDT de la Corrèze

DREAL Limousin

SOMMAIRE

TITRE I : PORTÉE DU RÈGLEMENT ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
Article I.1 Champ d'application.....	5
Article I.2 Objectifs du PPRT.....	5
Article I.3 Délimitation du zonage et principe de réglementation.....	5
Article I.4 Effets du PPRT.....	6
Article I.5 Portée du règlement.....	7
Article I.6 Principes généraux.....	7
TITRE II : RÉGLEMENTATION DES PROJETS DE CONSTRUCTIONS NOUVELLES, DE RÉALISATION D'OUVRAGES, D'AMÉNAGEMENTS ET D'EXTENSIONS DE CONSTRUCTIONS EXISTANTES.....	8
Chapitre I. Dispositions applicables en zone grisée.....	9
Définition de la zone grisée.....	9
Article I.1 Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs.....	9
Article I.2 Dispositions d'urbanisme applicables aux projets d'aménagement sur les biens et activités existants.....	9
Chapitre II. Dispositions applicables en zone rouge : R.....	10
Définition de la zone R.....	10
Article II.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs.....	10
Article II.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants.....	10
Article II.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public.....	11
Chapitre III. Dispositions applicables en zone rouge clair : r.....	12
Définition de la zone r.....	12
Article III.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs.....	12
Article III.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants.....	12
Article III.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public.....	13
Chapitre IV. Dispositions applicables en zone bleu foncé : B.....	15
Définition de la zone B.....	15
Article IV.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs.....	15
Article IV.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants.....	15
Article IV.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public.....	16
Chapitre V. Dispositions applicables en zone bleu clair : b.....	18
Définition de la zone b.....	18
Article V.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs.....	18
Article V.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants.....	18
Article V.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public.....	19
Chapitre VI. Dispositions applicables en zone hachurée bleu clair : b1.....	21
Définition de la zone b1.....	21
Article VI.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs.....	21
Article VI.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants.....	21
Article VI.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public.....	22
TITRE III : MESURES FONCIÈRES.....	23
Article III.1. Droit de préemption.....	23
Article III.2. Droit d'expropriation.....	23
Article III.3. Droit de délaissement.....	23
Article III.4. Devenir des immeubles préemptés, délaissés ou expropriés.....	24
TITRE IV : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS.....	26
Article IV.1. Prescriptions ou recommandations concernant l'aménagement des constructions existantes.....	26
Article IV.2. Règles de constructions régissant les projets nouveaux ainsi que les projets concernant les biens et activités existants autorisés en vertu du titre II.....	31



THE 17th and 18th centuries were the most important in the history of the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people. The 18th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th and 18th centuries were the most important in the history of the German people. The 17th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people. The 18th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people. The 18th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people.

The 17th century was a time of great change and development for the German people.



TITRE I : PORTÉE DU RÈGLEMENT ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article I.1 Champ d'application

Le présent règlement du plan de prévention des risques technologiques du dépôt BUTAGAZ à Brive-la-Gaillarde s'applique sur la partie de la commune délimitée dans le plan de zonage réglementaire. Cette zone est soumise aux risques technologiques présentés par l'établissement BUTAGAZ qui est un établissement classé SEVESO seuil haut et soumis à Autorisation avec Servitudes AS, en raison des quantités de Gaz de Pétrole Liquéfié stockées sur le site.

Le plan de prévention des risques technologiques a pour objectif de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir sur le dépôt BUTAGAZ et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publique.

En application de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, de son décret d'application n°2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques et du Code de l'Environnement (art. L515-8, L515-15 à L515-26), le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toute activité, à tous travaux et à toutes constructions et installations.

Article I.2 Objectifs du PPRT

Le PPRT est un outil réglementaire de maîtrise de l'urbanisation qui participe à la prévention des risques technologiques dont l'objectif principal est d'agir sur l'urbanisation existante et nouvelle afin de protéger, si possible, les personnes des risques technologiques résiduels (c'est-à-dire après réduction du risque à la source) et de limiter la population exposée.



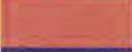



Article I.3 Délimitation du zonage et principe de réglementation

Ce plan délimite un périmètre d'exposition aux risques qui tient compte de la nature, de l'intensité, de la probabilité d'occurrence des risques technologiques décrits dans l'étude de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre par l'exploitant (extrait de l'article L515-15 du Code de l'Environnement). Les critères et la méthodologie employés pour déterminer les différents niveaux d'aléas (combinaison de l'effet et de la probabilité d'occurrence d'un phénomène dangereux) du risque technologique considéré sont exposés dans la note de présentation.

Six niveaux d'aléas sont appréhendés par le présent règlement pour l'effet thermique et l'effet de surpression allant de **Très Fort (TF)** à **Faible (Fai)** en passant par **Fort 'Plus' (F+)**, **Fort (F)** et **Moyen 'plus' (M+)**.



Conformément à l'article L515-16 du code de l'environnement, le PPRT délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, six zones de réglementation différente, définies en fonction du type d'effet et du niveau de l'aléa :

	une zone grisée emprise foncière de l'établissement source
	une zone d'interdiction stricte R
	une zone d'interdiction r
	une zone d'autorisation sous réserves B
	une zone d'autorisation sous conditions b
	une zone d'autorisation sous conditions b1

Dans ces zones, la réalisation d'aménagements, d'ouvrages, de constructions nouvelles et d'extensions de constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

Dans les zones réglementaires (R, r, B, b, b1) du plan, un Droit de Préemption Urbain (DPU) peut être instauré par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les conditions définies à l'article L211-1 du Code de l'Urbanisme.

Des mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des installations et des voies de communication peuvent également y être prescrites. Ces mesures peuvent comprendre la réalisation de travaux imposés à des biens construits avant l'approbation du PPRT (titre IV).

Article I.4 Effets du PPRT

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut **servitude d'utilité publique** conformément à l'article L515-23 du Code de l'Environnement.

Il est porté à la connaissance du maire de la commune concernée par le périmètre du plan, en application de l'article L121-2 du Code de l'Urbanisme et doit être annexé au document d'Urbanisme de la commune conformément à l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme par une procédure de mise à jour dans un délai de trois mois à compter de son approbation par le Préfet.

Le PPRT peut être révisé dans les conditions prévues par l'article 9 du décret n°2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques, sur la base d'une évolution de la connaissance ou du contexte.

Les infractions aux prescriptions édictées par le présent PPRT en application de l'article L 515-6 du Code de l'Environnement sont punies des peines prévues à l'article L480-4 du Code de l'Urbanisme.



Article I.5 Portée du règlement

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Il est également applicable à toute personne possédant des biens dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Article I.6 Principes généraux

Dans toute la zone exposée au risque technologique, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations ou activités existantes à la date de publication du présent document devra être saisie.









TITRE II : RÉGLEMENTATION DES PROJETS DE CONSTRUCTIONS NOUVELLES, DE RÉALISATION D'OUVRAGES, D'AMÉNAGEMENTS ET D'EXTENSIONS DE CONSTRUCTIONS EXISTANTES.

Repérage de la parcelle cadastrale dans une zone de risque

Le document cartographique du PPRT permet de repérer une parcelle par rapport à une zone de risques (zones rouge foncé, rouge clair, bleu foncé, bleu clair, bleu clair rayé et gris).


Ces mesures permettent de contrôler l'urbanisation future et ainsi éviter des constructions trop proches du site industriel.

Le code couleur utilisé, selon le découpage des zones d'effet, est le suivant :

	une zone grisée d'emprise foncière de l'établissement source
	une zone d'interdiction stricte R
	une zone d'interdiction r
	une zone d'autorisation sous réserves B
	une zone d'autorisation sous conditions b
	une zone d'autorisation sous conditions b1

Chapitre I. Dispositions applicables en zone grisée

Définition de la zone grisée

Zone grisée 

La zone grisée correspond à l'emprise foncière des installations BUTAGAZ à l'origine du risque technologique objet du présent PPRT. Elle est concernée par un niveau d'aléa thermique d'intensité Fort Plus (F+) à Très Fort (TF) ainsi que par un niveau d'aléa de surpression d'intensité Faible (Fai) à Fort Plus (F+).

Cette zone n'a pas vocation à accueillir de nouvelles habitations ou activités sauf modification du plan de prévention des risques technologiques.

Article I.1 Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs

I.1.1 Interdictions

Sont interdites toutes constructions et installations, à l'exception de celles mentionnées à l'article I.1.2.

I.1.2 autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisées sous les conditions ci-après:

- les constructions ou installations nécessaires à l'exploitant sous réserve de non aggravation du risque ;
- les constructions ou installations de nature à réduire le risque technologique.

Article I.2 Dispositions d'urbanisme applicables aux projets d'aménagement sur les biens et activités existants

I.2.1 Interdictions

Sont interdits tous les aménagements ou travaux à l'exception de ceux mentionnés à l'article I.2.2.

I.2.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisés sous les conditions ci-après:

- les aménagements ou travaux sur les bâtiments existants sous réserve qu'ils n'aggravent pas le risque technologique ;
- les travaux d'entretien courant.



Chapitre II. Dispositions applicables en zone rouge : R

Définition de la zone R

Zone R



La zone à risque identifiée R est concernée par un niveau d'aléa thermique d'intensité Très Fort (TF) ainsi que par un niveau d'aléa de surpression d'intensités Faible (Fai), Moyen Plus (M+) et Fort Plus (F+).

Dans cette zone, le principe d'interdiction prévaut. Elle n'a pas vocation à accueillir de nouvelles habitations ou activités.

Article II.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs

II.1.1 Interdictions

Sont interdites toutes constructions et installations, à l'exception de celles mentionnées à l'article II.1.2.

II.1.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisées sous les conditions ci-après :

- les constructions ou installations de nature à réduire le risque technologique ;

Article II.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants

II.2.1 Interdictions

Sont interdits tous aménagements ou travaux, à l'exception de ceux mentionnés à l'article II.2.2.

II.2.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisés sous conditions :

- les aménagements ou travaux permettant d'atteindre les objectifs de tenue des bâtiments aux différents effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis en cas d'accident sur le site BUTAGAZ ;
- les aménagements, travaux et changements d'affectation des bâtiments n'augmentant pas le niveau d'exposition aux risques des personnes présentes ;
- les travaux courants d'entretien et de gestion des installations existantes à la date d'approbation du Plan.



Article II.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public

II.3.1 Interdictions

Sont interdits :

- les nouvelles infrastructures de transport extérieures au site BUTAGAZ ;
- l'aménagement d'infrastructures routières existantes qui augmente de façon notable le trafic à la date d'approbation du Plan (doublement des voies...) ;
- les infrastructures permettant tout type de stationnement y compris le camping et caravanning et le stationnement de matières dangereuses ;
- les infrastructures permettant l'organisation de toute manifestation ou rassemblement de personnes ;
- les infrastructures de type construction temporaire (chapiteaux, tentes et structures gonflables) ;
- les arrêts de transport collectif.

II.3.2 Prescriptions

Les prescriptions suivantes devront être mises en œuvre sous un délai de 1 an à compter de la date d'approbation du plan :

- sous un délai de 1 an, mise en place par le gestionnaire du réseau routier, d'une signalisation adaptée (installée en zone b) permettant ainsi le maintien de la circulation de tout véhicule en dehors de la zone à risque R en cas d'accident survenu sur le site BUTAGAZ ;
- des moyens organisationnels devront permettre au gestionnaire du réseau ferré d'arrêter les trains en dehors du périmètre d'exposition aux risques en cas d'accident survenu sur le site BUTAGAZ ;
- dans le cas de projet augmentant le trafic ferroviaire sur la voie ferrée présente dans cette zone , le responsable du réseau devra prendre contact avec les services de l'administration chargés du suivi de l'établissement, de manière à vérifier la conformité du projet au regard de la réglementation en vigueur sur la protection des infrastructures ;
- sous un délai de 1 an, mise en œuvre par le gestionnaire du réseau cyclable, de mesures permettant d'exclure un usage touristique ou de loisir (signalisation de danger, absence de publicité sur le réseau...) .

Ces mesures devront être intégrées au futur Plan Particulier d'Intervention (PPI) concernant le dépôt BUTAGAZ.



Chapitre III. Dispositions applicables en zone rouge clair : r

Définition de la zone r

Zone r



La zone à risque identifiée r est concernée par un niveau d'aléa thermique d'intensité Fort Plus (F+) ainsi que par un niveau d'aléa de surpression d'intensité Faible (Fai).

Dans cette zone, le principe d'interdiction prévaut. Elle n'a pas vocation à accueillir de nouvelles habitations ou activités.

Article III.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs

III.1.1 Interdictions

Sont interdites toutes constructions et installations, à l'exception de celles mentionnées à l'article III.1.2.

III.1.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisées sous conditions :

- les constructions ou installations de nature à réduire le risque technologique ;
- les constructions, installations ou infrastructures techniques nécessaires aux services publics ou collectifs sous réserve que leur implantation réponde à une nécessité technique impérative, que leur vulnérabilité et celle des usagers soient restreintes et que leur mise hors service prolongée ne soit pas dommageable pour la collectivité ;
- la reconstruction des installations industrielles et commerciales existantes (sans changement de destination, tout en restant dans la même catégorie d'industrie ou d'Établissement Recevant du Public), sous réserve qu'elle n'augmente pas l'exposition aux risques des personnes présentes et que l'activité ne soit pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident susceptible de survenir sur le dépôt.

Article III.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants

III.2.1. Interdictions

Sont interdits tous aménagements ou travaux, à l'exception de ceux mentionnés à l'article III.2.2.

III.2.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisés sous conditions :

- les aménagements ou travaux permettant d'atteindre les objectifs de tenue des

bâtiments aux différents effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis en cas d'accident sur le site BUTAGAZ ;

- les aménagements, travaux et changements d'affectation des bâtiments n'augmentant pas le niveau d'exposition aux risques des personnes présentes ;
- les extensions de tout bâtiment existant, ne dépassant pas au final 20% de la Surface de Plancher du bâtiment à la date d'approbation du Plan (tout en restant dans la même catégorie d'industrie ou d'Établissement Recevant du Public), sous réserve qu'ils n'augmentent pas l'exposition aux risques des personnes présentes et que l'activité ne soit pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt ;
- les travaux courants d'entretien et de gestion des installations existantes à la date d'approbation du Plan.

Article III.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public

III.3.1 Interdictions

Sont interdits :

- les nouvelles infrastructures routières extérieures au site BUTAGAZ ;
- l'aménagement d'infrastructures routières existantes qui augmente de façon notable le trafic existant à la date d'approbation du Plan (doublement des voies...) ;
- les infrastructures permettant tout type de stationnement, y compris le camping et caravanning et le stationnement de matières dangereuses ;
- les infrastructures permettant l'organisation de toute manifestation ou rassemblement de personnes ;
- les infrastructures de type construction temporaire (chapiteaux, tentes et structures gonflables) ;
- les arrêts de transport collectif.

III.3.2 Prescriptions

Les prescriptions suivantes devront être mises en œuvre à compter de la date d'approbation du plan :

- sous un délai de 1 an, mise en place par le gestionnaire du réseau routier, d'une signalisation adaptée (installée en zone b) permettant ainsi le maintien de la circulation de tout véhicule en dehors de la zone à risque r en cas d'accident survenu sur le site BUTAGAZ ;
- suppression dans les meilleurs délais, par le gestionnaire de l'espace public ouvert, de tout stationnement présent sur la place E. Freyssinet (en zones r et B) avec la possibilité de créer une nouvelle zone de stationnement en zone b, ou à l'extérieur du périmètre. Le stationnement de matières dangereuses est interdit sur la place E. Freyssinet dès l'approbation du Plan.
- des moyens organisationnels devront permettre au gestionnaire du réseau ferré d'arrêter les trains en dehors du périmètre d'exposition aux risques en cas



d'accident survenu sur le site BUTAGAZ.

- dans le cas de projet augmentant le trafic ferroviaire dans cette zone, le responsable du réseau devra prendre contact avec les services de l'administration chargés du suivi de l'établissement, de manière à vérifier la conformité du projet au regard de la réglementation en vigueur sur la protection des infrastructures.
- sous un délai de 1 an, mise en œuvre par le gestionnaire du réseau cyclable de mesures permettant d'exclure un usage touristique ou de loisir (signalisation de danger, absence de publicité sur le réseau...).

Ces mesures devront être intégrées au futur Plan Particulier d'Intervention (PPI) concernant le dépôt BUTAGAZ.



Chapitre IV. Dispositions applicables en zone bleu foncé : B

Définition de la zone B

Zone B



La zone à risque identifiée B est concernée par un niveau d'aléa thermique d'intensité Moyen Plus (M+) ainsi que par un niveau d'aléa de surpression d'intensité Faible (Fai).

Dans cette zone, le principe d'autorisation sous réserves prévaut mais il est limité.

Article IV.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs

IV.1.1 Interdictions

Sont interdites toutes constructions et installations, à l'exception de celles mentionnées à l'article IV.1.2.

IV.1.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisées sous conditions :

- les constructions ou installations de nature à réduire le risque technologique ;
- les constructions, installations ou infrastructures techniques nécessaires aux services publics ou collectifs sous réserve que leur implantation réponde à une nécessité technique impérative, que leur vulnérabilité et celle des usagers soient restreintes et que leur mise hors service prolongée ne soit pas dommageable pour la collectivité ;
- la reconstruction des installations industrielles et commerciales existantes (sans changement de destination, tout en restant dans la même catégorie d'industrie ou d'Établissement Recevant du Public), sous réserve qu'elle n'augmente pas l'exposition aux risques des personnes présentes et que l'activité ne soit pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt.

Article IV.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants

IV.2.1. Interdictions

Sont interdits tous aménagements ou travaux, à l'exception de ceux mentionnés à l'article IV.2.2.

IV.2.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisés sous conditions :

- les aménagements ou travaux permettant d'atteindre les objectifs de tenue des

bâtiments aux différents effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis en cas d'accident sur le site BUTAGAZ ;

- les aménagements, travaux et changements d'affectation des bâtiments n'augmentant pas le niveau d'exposition aux risques des personnes présentes ;
- les extensions de tout bâtiment existant, ne dépassant pas au final 20% de la Surface de Plancher du bâtiment à la date d'approbation du Plan (tout en restant dans la même catégorie d'industrie ou d'Etablissement Recevant du Public), sous réserve qu'elles n'augmentent pas l'exposition aux risques des personnes présentes et que l'activité ne soit pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt ;
- les travaux courants d'entretien et de gestion des installations existantes à la date d'approbation du Plan.

Article IV.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public

IV.3.1 Interdictions

Sont interdits :

- les nouvelles infrastructures de transport ;
- les infrastructures permettant tout type de stationnement non rattaché à une activité commerciale ou industrielle, le camping, le caravanning et le stationnement de matières dangereuses ;
- les infrastructures permettant l'organisation de toute manifestation ou rassemblement de personnes ;
- les infrastructures de type construction temporaire (chapiteaux, tentes et structures gonflables) ;
- les arrêts de transport collectif.

IV.3.2 Prescriptions

Les prescriptions suivantes devront être mises en œuvre à compter de la date d'approbation du plan :

- sous un délai de 1 an, mise en place par le gestionnaire du réseau routier, d'une signalisation adaptée (installée en zone b) permettant ainsi le maintien de la circulation de tout véhicule en dehors de la zone à risque B en cas d'accident survenu sur le site BUTAGAZ ;
- suppression dans les meilleurs délais, par le gestionnaire de l'espace public ouvert, de tout stationnement présent sur la place E. Freyssinet (en zones r et B) avec la possibilité de créer une nouvelle zone de stationnement en zone b, ou à l'extérieur du périmètre. Le stationnement de matières dangereuses est interdit sur la place E. Freyssinet dès l'approbation du Plan ;
- dans le cas de projet augmentant le trafic ferroviaire dans cette zone, le responsable du réseau devra prendre contact avec les services de l'administration chargés du suivi de l'établissement, de manière à vérifier la conformité du projet au regard de la réglementation en vigueur sur la protection



des infrastructures.

- des moyens organisationnels devront permettre au gestionnaire du réseau ferré d'arrêter les trains en dehors du périmètre d'exposition aux risques en cas d'accident survenu sur le site BUTAGAZ.
- sous un délai de 1 an, mise en œuvre par le gestionnaire du réseau cyclable de mesures permettant d'exclure un usage touristique ou de loisir (signalisation de danger, absence de publicité sur le réseau...).

Ces mesures devront être intégrées au futur Plan Particulier d'Intervention (PPI) concernant le dépôt BUTAGAZ.



Chapitre V. Dispositions applicables en zone bleu clair : b

Définition de la zone b

Zone b



La zone à risque identifiée b est concernée par un niveau d'aléa thermique d'intensité Faible (Fai) à nul, ainsi que par un niveau d'aléa de surpression d'intensité Faible (Fai).

Dans cette zone, le principe d'autorisation sous conditions prévaut.

Article V.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs

V.1.1 Interdictions

Sont interdites toutes constructions et installations, à l'exception de celles mentionnées à l'article V.1.2.

V.1.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisées sous conditions :

- les constructions, installations ou infrastructures techniques nécessaires aux services publics ou collectifs sous réserve que leur implantation réponde à une nécessité technique impérative, que leur vulnérabilité et celle des usagers soient restreintes et que leur mise hors service prolongée ne soit pas dommageable pour la collectivité ;
- la reconstruction des installations industrielles et commerciales existantes, hors transformation en résidentiel (tout en restant dans la même catégorie d'industrie ou d'Établissement Recevant du Public), sous réserve qu'elle n'augmente pas l'exposition aux risques des personnes présentes et que l'activité ne soit pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt.

Article V.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants

V.2.1. Interdictions

Sont interdits tous aménagements ou travaux, à l'exception de ceux mentionnés à l'article V.2.2.

V.2.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisés sous conditions :

- les aménagements ou travaux permettant d'atteindre les objectifs de tenue des bâtiments aux différents effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis en

- cas d'accident sur le site BUTAGAZ ;
- les aménagements ou travaux n'augmentant pas l'exposition aux risques des personnes et dont la nature ne puisse provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt ;
- les changements de destination (hors transformation en résidentiel), les changements d'affectation et les extensions de tout bâtiment existant, ne dépassant pas au final 20% de la Surface de Plancher du bâtiment à la date d'approbation du Plan (tout en restant dans la même catégorie d'industrie ou d'Etablissement Recevant du Public), sous réserve qu'ils n'augmentent pas l'exposition aux risques des personnes présentes et que l'activité ne soit pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt.

La création d'un établissement recevant du public par changement d'affectation, de destination ou extension sera limitée à un établissement de 5ème catégorie de type (M) magasin, (N) restauration, (P) salle de danse et discothèque, (S) bibliothèque et médiathèque, (T) salle d'exposition, (W) bureau et (Y) musée.

- l'extension des zones de stationnement existantes et liées à une activité commerciale ou industrielle existante;
- les travaux courants d'entretien et de gestion des installations existantes à la date d'approbation du Plan.

Article V.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public

V.3.1 Interdictions

Sont interdits :

- les infrastructures permettant tout type de stationnement non rattaché à une activité commerciale ou industrielle, à l'exception de la zone de stationnement créée en remplacement le cas échéant du stationnement de la place E. Freyssinet (Cf titre II article III.3.2 de la zone r), le camping et caravanning et le stationnement de matières dangereuses;
- les infrastructures permettant l'organisation de toute manifestation ou rassemblement de personnes ;
- les infrastructures de type construction temporaire (chapiteaux, tentes et structures gonflables) ;
- les arrêts de transport collectif non résistants aux effets de surpression susceptibles d'être générés dans cette zone en cas d'accident sur le site BUTAGAZ.

V.3.2 Prescriptions

Les prescriptions suivantes devront être mises en œuvre à compter de la date d'approbation du plan :



- des moyens organisationnels devront permettre au gestionnaire du réseau ferré d'arrêter les trains en dehors du périmètre d'exposition aux risques en cas d'accident survenu sur le site BUTAGAZ.



Chapitre VI. Dispositions applicables en zone hachurée bleu clair : b1

Définition de la zone b1

Zone b1



La zone à risque identifiée b1 n'est concernée que par l'aléa surpression d'un niveau d'intensité Faible (Fai).

Dans cette zone, le principe d'autorisation sous conditions prévaut.

Article VI.1. Dispositions d'urbanisme applicables aux projets neufs

VI.1.1 Interdictions

Sont interdites toutes constructions et installations, à l'exception de celles mentionnées à l'article VI.1.2.

VI.1.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisées sous conditions :

- les constructions, installations ou infrastructures techniques nécessaires aux services publics ou collectifs sous réserve que leur implantation réponde à une nécessité technique impérative, que leur vulnérabilité et celle des usagers soient restreintes et que leur mise hors service prolongée ne soit pas dommageable pour la collectivité ;
- les constructions commerciales de 5ème catégorie (comme définies dans les articles GN1 à GN3 de l'arrêté modifié du 25 juin 1980 du code de la construction et de l'habitation. Cf. lexique en fin de règlement) de type (M) magasin, (N) restauration, (P) salle de danse et discothèque, (S) bibliothèque et médiathèque, (T) salle d'exposition, (W) bureau et (Y) musée et sous réserve que ces constructions n'augmentent pas l'exposition aux risques des personnes présentes et que l'activité ne soit pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt ;
- les constructions de logements collectifs ou maisons individuelles sous réserve que la hauteur du bâtiment soit inférieure ou égale à rez-de-chaussée plus un étage ;
- les activités ou stockages de matières non dangereuses sous réserve qu'ils ne soient pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences en cas d'accident sur le dépôt.

Article VI.2. Dispositions d'urbanisme applicables aux biens et activités existants



VI.2.1. Interdictions

Sont interdits tous aménagements ou travaux, à l'exception de ceux mentionnés à l'article VI.2.2.

VI.2.2 Autorisations sous conditions (Cf.titre IV article IV.2)

Sont autorisés sous conditions :

- les aménagements ou travaux permettant d'atteindre les objectifs de tenue des bâtiments aux effets de surpression auxquels il sont susceptibles d'être soumis en cas d'accident sur le site BUTAGAZ ;
- les aménagements ou travaux n'augmentant pas l'exposition aux risques des personnes et dont la nature ne puisse provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt ;
- les changements de destination, les changements d'affectation et les extensions de tout bâtiment existant, ne dépassant pas au final 20% de la Surface de Plancher du bâtiment à la date d'approbation du Plan (tout en restant dans la même catégorie d'Etablissement Recevant du Public), sous réserve qu'ils n'augmentent pas l'exposition aux risques des personnes présentes et que l'activité ne soit pas de nature à provoquer un risque majeur aux installations BUTAGAZ ou à amplifier les conséquences d'un accident survenu sur le dépôt.

La création d'un établissement recevant du public par changement d'affectation, de destination ou extension sera limitée à un établissement de 5ème catégorie de type (M) magasin, (N) restauration, (P) salle de danse et discothèque, (S) bibliothèque et médiathèque, (T) salle d'exposition, (W) bureau et (Y) musée.

- les travaux courants d'entretien et de gestion des installations existantes à la date d'approbation du Plan.

Article VI.3. Dispositions liées aux réseaux et à l'occupation du domaine ouvert au public

VI.3.1 Interdictions

Sont interdits :

- les infrastructures permettant le camping, le caravanning et le stationnement de matières dangereuses ;
- les infrastructures permettant l'organisation de toute manifestation ou rassemblement de personnes ;
- les infrastructures de type construction temporaire (chapiteaux, tentes et structures gonflables) ;
- les arrêts de transport collectif non résistants aux effets de surpression auxquels ils seraient soumis en cas d'accident sur le site BUTAGAZ.

VI.3.2 Prescriptions

Il n'y a pas de prescriptions concernant cette zone.

TITRE III : MESURES FONCIÈRES

Afin de faire disparaître le risque à terme par l'éloignement des populations, le plan de prévention des risques technologiques rend possible l'exercice des trois instruments de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation que sont le droit de préemption, le droit de délaissement et l'expropriation.

Article III.1. Droit de préemption

La commune de Brive-la-Gaillarde dotée d'un plan local d'urbanisme approuvé, peut instaurer un droit de préemption sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques du plan de prévention des risques technologiques de l'établissement BUTAGAZ.

Les conditions de mise en œuvre sont définies en application de l'article L.211-5 du Code de l'Urbanisme.

Article III.2. Droit d'expropriation

En application de l'article L. 515-16 II. du code de l'environnement « en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine » un secteur a été défini comme devant faire l'objet d'expropriation ; (Cf. notice de présentation)

Ce secteur dénommé (Exp) est inscrit dans la zone réglementaire rouge foncé (R) susceptible d'être impactée par des effets thermiques Très Fort (TF) ainsi que par des effets de surpression Faible (Fai) à Fort Plus (F+).

Il comprend une habitation (n°1 sur le plan ci-après) et 3 bâtiments d'activités n°2,4 et 5.

Ces bâtiments faisant l'objet de mesures d'expropriation sont représentés sur le plan de zonage réglementaire dans la zone R par les lettres "Exp".

Article III.3. Droit de délaissement

En application de l'article L. 515-16 II. du code de l'environnement, « en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine », un secteur est défini comme devant faire l'objet d'instauration potentielle du droit de délaissement (Cf. notice de présentation).

Le droit de délaissement régi par le Code de l'expropriation confère au propriétaire d'un bâtiment ou partie de bâtiment situé dans le secteur de délaissement possible, la possibilité d'exiger l'acquisition de ce bien par la personne qui a institué ce droit, à un prix fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le juge de l'expropriation.

Le juge de l'expropriation fixe également, s'il y a lieu, les indemnités dues aux autres personnes titulaires de droits sur le bâtiment (fermier, locataire, etc.) et prononce le transfert de propriété.

Le droit de délaissement peut être instauré par délibération du conseil municipal de la commune de Brive-la-Gaillarde dans le secteur délimité par le plan de prévention des



risques technologiques à cet effet, correspondant à la zone r uniquement.

L'instauration facultative de ce droit par la commune de Brive-la-Gaillarde est d'abord conditionnée par l'approbation préalable du plan. En outre, l'exercice de ce droit est subordonné à la conclusion d'une convention tripartite sur le financement des mesures foncières signée entre l'État, la collectivité et l'industriel à l'origine du risque. Ce droit ne pouvant être partiel, il s'applique uniformément à l'ensemble des bâtiments présents. Une mise en oeuvre progressive est toutefois possible au regard de la probabilité, gravité ou cinétique d'un accident potentiel.

Lorsque ce droit est instauré et que ces conditions préalables sont remplies, la personne publique est tenue d'acquérir le bâtiment lorsque son propriétaire le demande, en respectant les règles fixées par les articles L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale peut aussi, par convention, confier à un établissement public le soin de réaliser cette acquisition.

Le prix d'acquisition du bien ne doit pas tenir compte de la dépréciation qui pourrait résulter des interdictions ou des prescriptions instituées par le plan dans la zone de localisation du bâtiment.

Ce secteur dénommé Délaissement (De) est inscrit dans la zone r du zonage réglementaire, susceptible d'être impactée par des effets thermiques Forts Plus (F+) et des effets de surpression Faibles (Fai) à Moyen plus (M+).

Il comprend 5 bâtiments d'activité n°3,6,8,9 et 10. Les bâtiments faisant l'objet du droit au délaissement sont représentés sur le plan de zonage réglementaire par les lettres « De ».

Article III.4. Devenir des immeubles préemptés, délaissés ou expropriés

Selon l'article L. 515-20 du code de l'environnement, les biens situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à la dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque.

En cas de revente des bâtiments ou terrains à prix coûtant à l'exploitant à l'origine du risque, la commune devra alors rétrocéder le montant des investissements aux autres parties prévues par la convention.

Leur réutilisation ne sera possible que :

- si les travaux prescrits et recommandés par le Plan sont réalisés ;
- si l'usage prévu est compatible avec le règlement du Plan et n'aggrave pas l'exposition aux risques des personnes.

Les locataires ou occupants de locaux situés dans le bien acquis ne peuvent s'opposer à des travaux sur ces locaux y compris à leur démolition, moyennant une indemnisation s'il y a lieu.



(Cf.p36 du guide de rédaction du MEEDDM « des conventions de financement des mesures foncières et des mesures supplémentaires prescrites par les PPRT » et la page 145 du guide méthodologique des PPRT ainsi que la circulaire du 3 mai 2007 point 4.3).



TITRE IV : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

Le plan de prévention des risques technologiques prescrit des mesures de protection des populations face aux risques encourus.

Ces mesures peuvent concerner l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan.

Les mesures de protection visent l'adaptation des biens dans le but de réduire la vulnérabilité de personnes vulnérables (travaux de consolidation, espace refuge..).

Ces mesures obligatoires sont à la charge des propriétaires, exploitants et utilisateurs (des biens sus-cités) pour se mettre en conformité avec les prescriptions dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du plan (sauf cas particuliers visés au titre II).

Le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques dans son article 4 précise : « les travaux de protection prescrits en application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien avant l'intervention de l'arrêté prévu à l'article 2 du présent décret ».

Les prescriptions définies dans les articles suivants sont rendus obligatoires pour les biens existants à la date d'approbation du plan, dans la limite de 10% de la valeur vénale du bien existant concerné. Ils sont à réaliser sous un délai de 5 ans à compter de cette date.

Si pour un bien donné, le coût des travaux dépasse 10% de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de 10% de cette valeur sont menés afin de protéger les occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Au delà des 10% de la valeur vénale du bien, les travaux sont simplement recommandés.

Article IV.1. Prescriptions ou recommandations concernant l'aménagement des constructions existantes

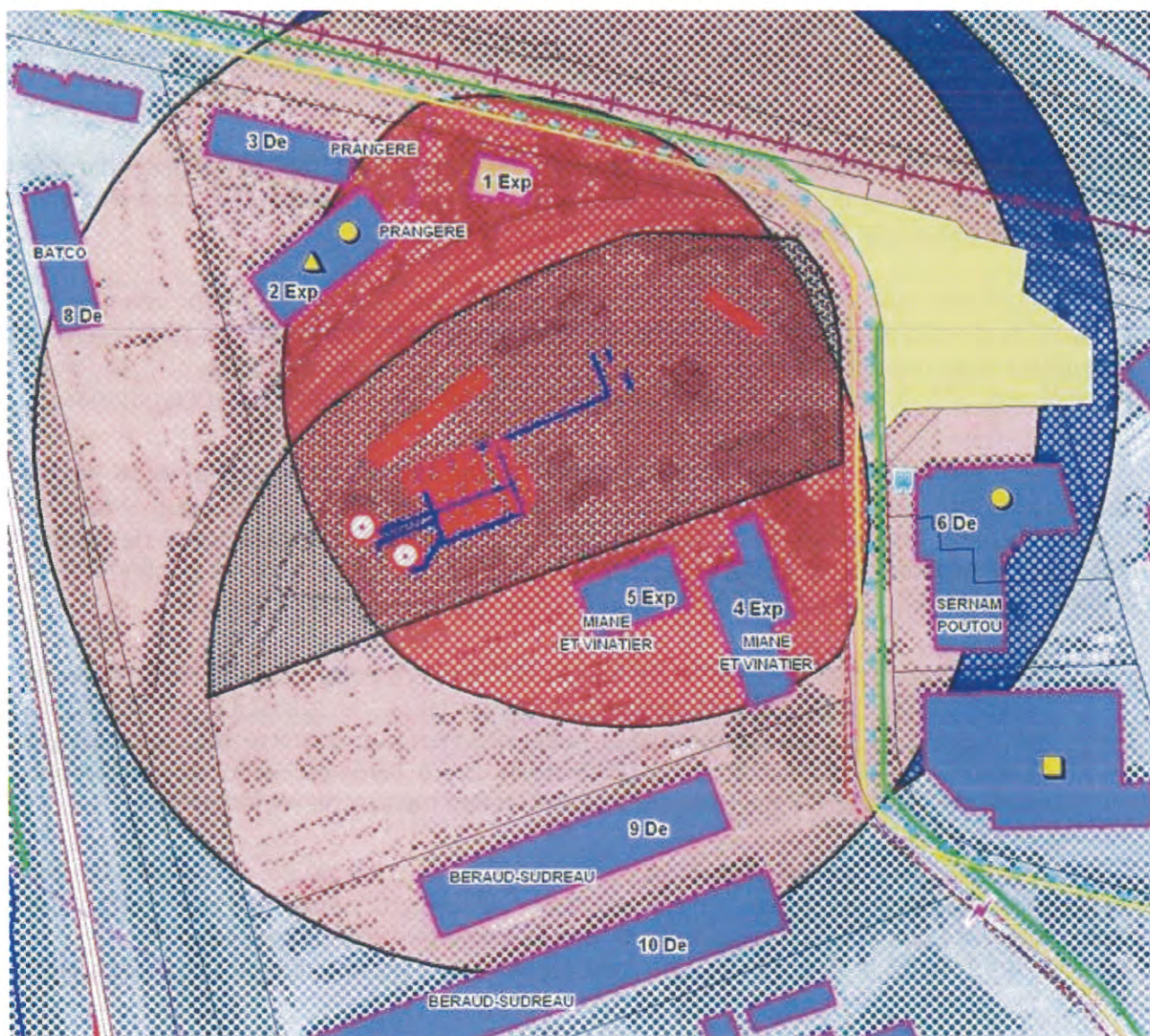
IV.1.1. Prescriptions applicables en zone rouge R

Les bâtiments numérotés 1, 2, 4 et 5 sont situés en zone d'expropriation susceptible d'être impactée par des effets thermiques très forts et des effets de surpression faibles à moyens plus .

Ils sont représentés sur le plan de zonage réglementaire dans la zone R par les lettres "Exp".

S'agissant de bâtiments destinés à l'expropriation, aucune prescription n'est imposée dans cette zone.





Extrait cartographique du zonage réglementaire

IV.1.2. Prescriptions applicables en zone rouge clair r

Les bâtiments numérotés 3, 6, 8, 9 et 10 sont situés en zone de délaissement susceptible d'être impactée par des effets thermiques Fort Plus (F+) et des effets de surpression Moyen Plus (M+).

Les bâtiments susnommés faisant l'objet du droit de délaissement sont représentés sur le plan de zonage réglementaire par les lettres "De".

*** Dans le cas où le propriétaire du bien n° 9 ne délaisse pas son bien à la collectivité, il doit** respecter la prescription suivante de réduction de la vulnérabilité dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du plan :

- réalisation de travaux de renforcement sur le bâtiment **dans la limite de 10% de sa valeur vénale** avec comme objectif de performance de résister à un niveau

d'intensité thermique et de surpression indiqués dans le rapport de l'étude de vulnérabilité remis à chaque propriétaire et disponible en mairie ou auprès de la DREAL.

Le propriétaire s'il n'utilise pas les résultats de l'étude de vulnérabilité réalisée dans le cadre de l'élaboration de ce plan devra fournir aux services instructeurs du présent plan l'étude de vulnérabilité réalisée à sa charge.

*Si pour le bien donné, le coût des travaux dépasse 10% de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de 10% de cette valeur sont menés afin de protéger les occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.
Au delà des 10% de la valeur vénale du bien, les travaux sont simplement recommandés.*

*** L'étude de vulnérabilité a montré pour les bâtiments n°3, 6, 8 et 10 qu'aucune** mesure de protection efficace ne peut être mise en œuvre pour réduire la vulnérabilité de ces bâtiments. Si les propriétaires de ces bâtiments décident de ne pas délaisser leur bien, ils devront respecter la prescription suivante de réduction de la vulnérabilité dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du plan :

- réalisation de travaux de renforcement sur le bâtiment **dans la limite de 10% de sa valeur vénale** avec comme objectif de performance de résister à un niveau de surpression et d'intensité thermique aussi proches que possible de ceux retenus pour l'étude de vulnérabilité. Le propriétaire devra faire réaliser à sa charge une étude de vulnérabilité qui permettra de définir ces travaux de renforcement.

*Si pour le bien donné, le coût des travaux dépasse 10% de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de 10% de cette valeur sont menés afin de protéger les occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.
Au delà des 10% de la valeur vénale du bien, les travaux sont simplement recommandés.*

IV.1.3. Prescriptions applicables en zone bleu foncé B

Le bâtiment n°11 est en grande partie soumis à des effets thermiques Moyen Plus (M+) et des effets de surpression Faible (Fai).

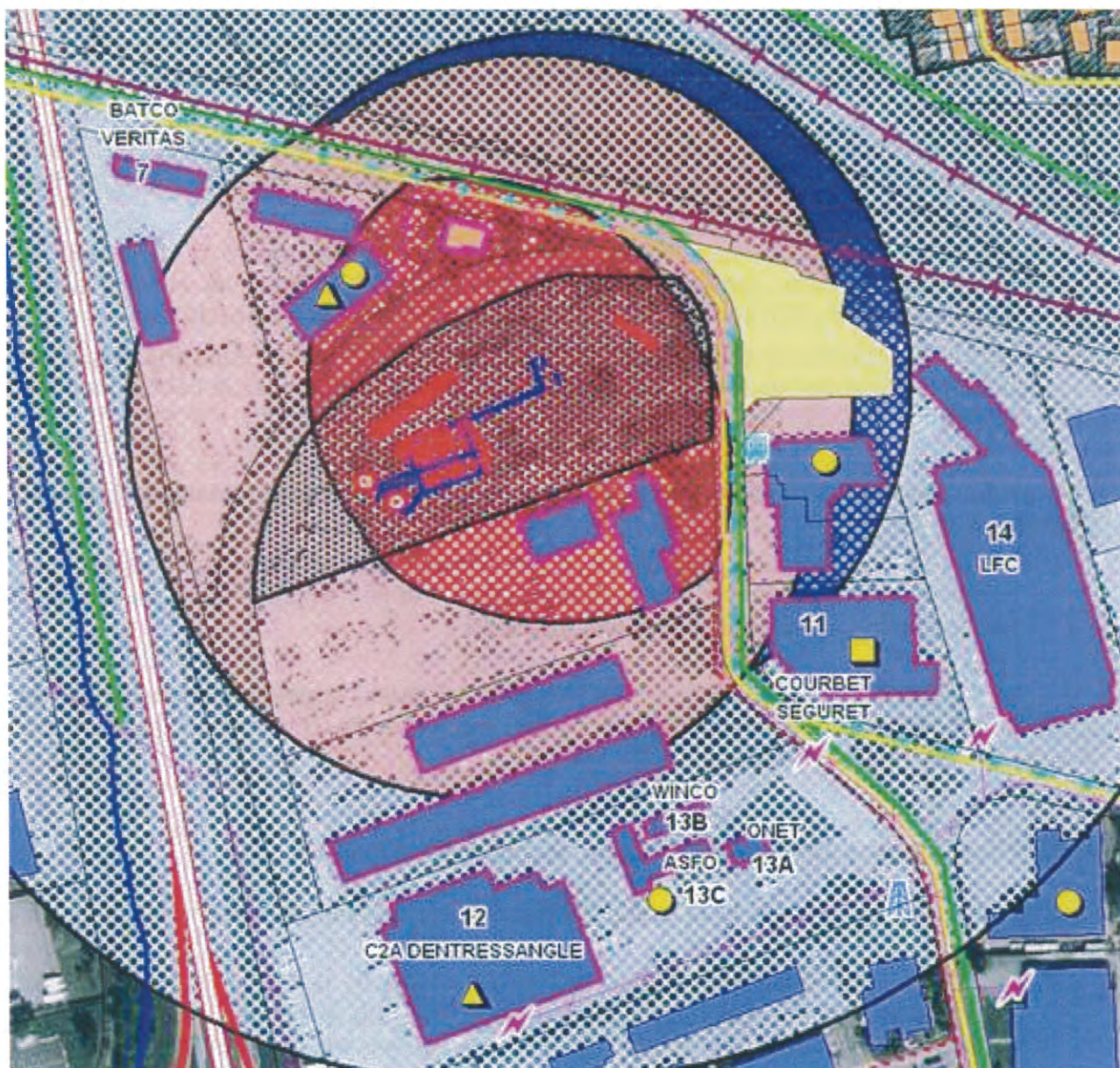
Le propriétaire doit respecter la prescription suivante de réduction de la vulnérabilité dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du plan :

- réalisation de travaux de renforcement du bâtiment **dans la limite de 10% de sa valeur vénale** avec comme objectif de performance de résister aux niveaux d'intensité thermique et de surpression indiqués dans le rapport de l'étude de vulnérabilité.

Le propriétaire s'il ne tient pas compte des résultats de l'étude de vulnérabilité réalisée dans le cadre de l'élaboration de ce plan, devra fournir aux services instructeurs du présent plan l'étude de vulnérabilité réalisée à sa charge.

Si pour le bien donné, le coût des travaux dépasse 10% de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de 10% de cette valeur sont menés afin de protéger les occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité. Au delà des 10% de la valeur vénale du bien, les travaux sont simplement recommandés.

IV.1.4. Prescriptions applicables en zone bleu clair b



Extrait cartographique du zonage réglementaire

* Les propriétaires des bâtiments numérotés 7 et 14 doivent respecter la prescription suivante de réduction de la vulnérabilité dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du plan :

- réalisation de travaux de renforcement du bâtiment **dans la limite de 10% de sa**

valeur vénale avec comme objectif de performance de résister aux niveaux thermique et de surpression indiqués dans l'étude de vulnérabilité.

Les propriétaires qui ne souhaitent pas tenir compte des résultats de l'étude de vulnérabilité réalisée dans le cadre de l'élaboration de ce plan, devront fournir aux services instructeurs du présent plan l'étude de vulnérabilité réalisée à leur charge.

*Si pour le bien donné, le coût des travaux dépasse 10% de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de 10% de cette valeur sont menés afin de protéger les occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.
Au delà des 10% de la valeur vénale du bien, les travaux sont simplement recommandés.*

* Pour les autres bâtiments industriels ou commerciaux présents dans cette zone à la date d'approbation du plan mais non évoqués précédemment, les mesures suivantes sont recommandées :

- résistance des ouvertures vitrées, des structures et de la toiture à un niveau de surpression compris par interpolation linéaire entre 20 et 50 mbar suivant le lieu d'implantation du bâtiment par rapport à la carte ci-dessous (voir au IV.2.1) ;
- pour les propriétaires des bâtiments 12,13A,13B et 13C, de prendre en compte les préconisations de l'étude de vulnérabilité réalisée dans le cadre de l'élaboration de ce plan.

La mesure suivante est recommandée pour les bâtiments à structure métallique (pannes, charpentes et bardages) :

- tenue de la structure métallique à un niveau de surpression compris par interpolation linéaire entre 20 et 50 mbar suivant le lieu d'implantation du bâtiment par rapport à la carte ci-dessous (voir au IV.2.1).

Le MEDDTL (ex MEEDDM) a édité en 2008 un guide appelé cahier applicatif du complément technique de la vulnérabilité du bâti aux effets de surpression" qui propose des moyens de renforcement envisageables.

IV.1.5. Prescriptions applicables en zone hachurée bleu clair b1

Pour le bâti présent en zone b1 à la date d'approbation du plan, la mesure suivante est recommandée:

- résistance des ouvertures vitrées, des structures et de la toiture à un niveau de surpression compris par interpolation linéaire entre 20 et 50 mbar suivant le lieu d'implantation du bâtiment par rapport à la carte ci-dessous (voir au IV.2.1).

La mesure suivante est recommandée pour les bâtiments à structure métallique (pannes, charpentes et bardages) :

- tenue de la structure métallique à un niveau de surpression compris par interpolation linéaire entre 20 et 50 mbar suivant le lieu d'implantation du bâtiment par rapport à la carte ci dessous (voir au IV.2.1).



Le MEDDTL (ex MEEDDM) a édité en 2008 un guide appelé "cahier applicatif du complément technique de la vulnérabilité du bâti aux effets de surpression" qui propose des moyens de renforcement envisageables.

Article IV.2. Règles de constructions régissant les projets nouveaux ainsi que les projets concernant les biens et activités existants autorisés en vertu du titre II

Les projets autorisés par le titre II du présent règlement doivent pouvoir résister au niveau de surpression et/ou, aux niveaux thermiques prolongés et/ou transitoires, correspondant(s) au lieu d'implantation du projet suivant les cartes ci-après.

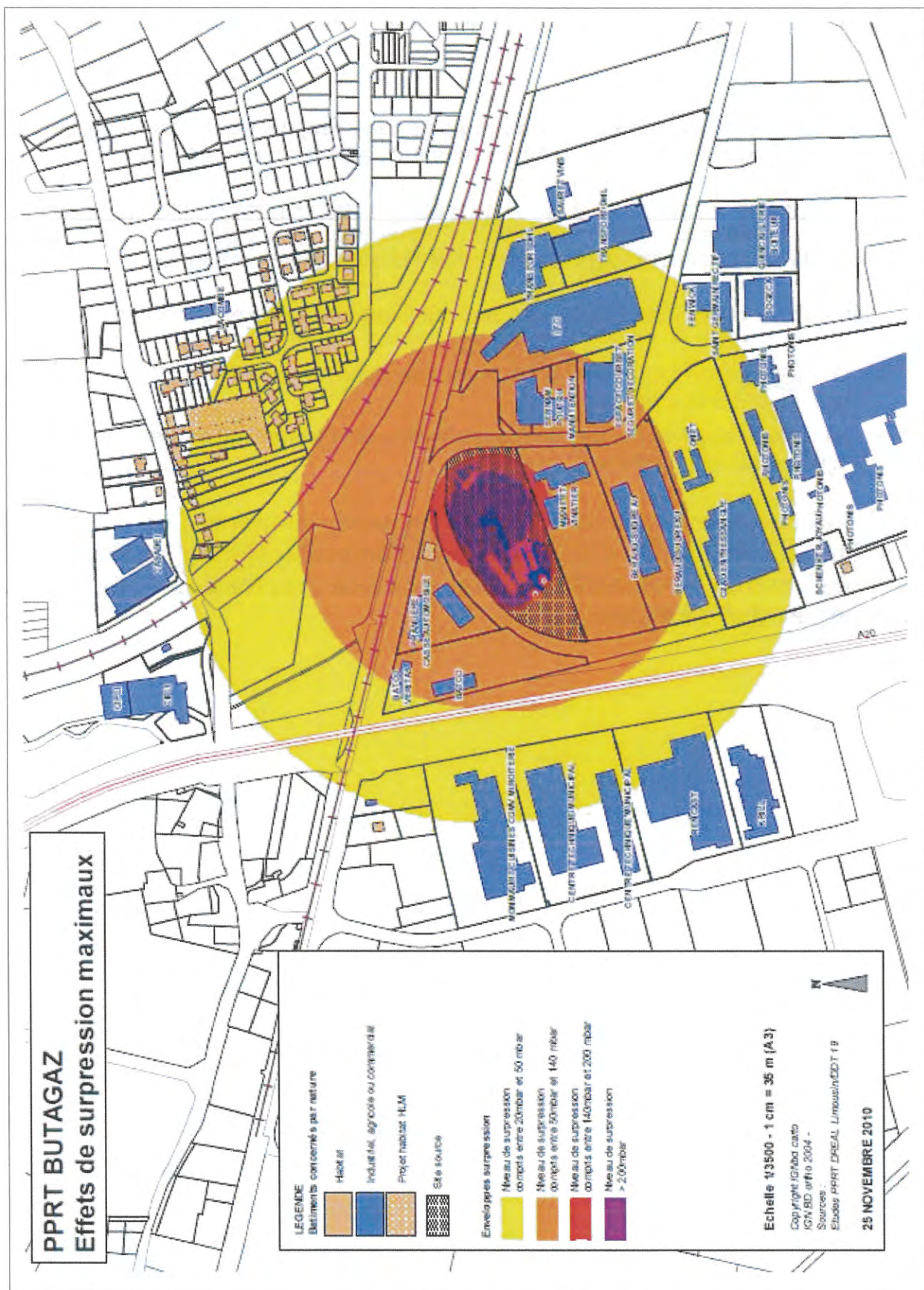
De plus les projets devront respecter les deux mesures constructives suivantes :

- Les façades les plus sensibles devront être orientées de façon à limiter au mieux leur exposition au risque ;
- La hauteur du plancher bas du dernier niveau sera limitée à 8 mètres par rapport à la voie d'accès au bâtiment.

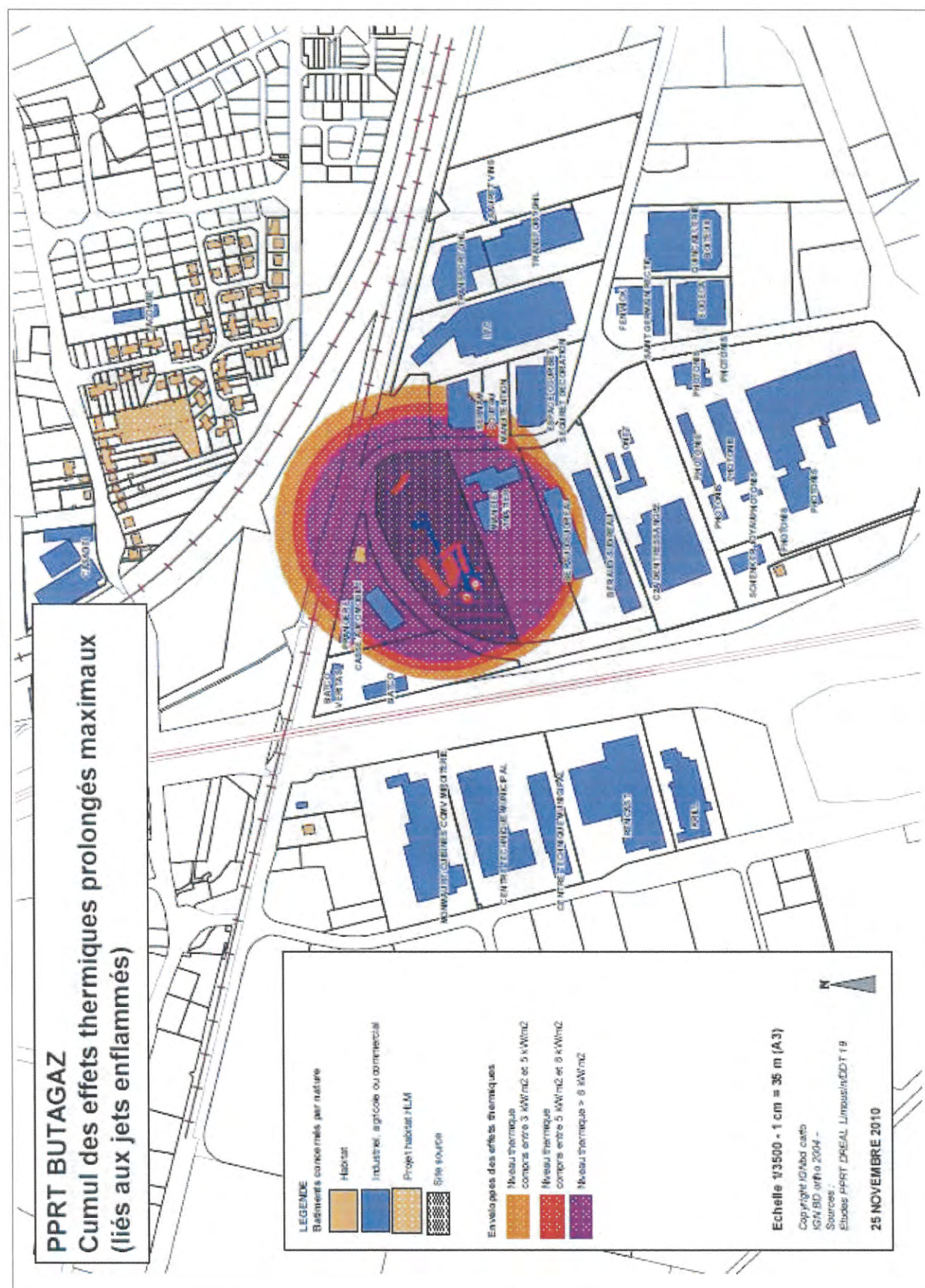
Pour chacune des zones, toute demande de permis de construire doit être accompagnée d'un document d'un professionnel attestant que le projet répond à l'objectif de résistance à la surpression et aux effets thermiques fixé ci-dessus.



IV.2.1. Niveaux de surpression



IV.2.2. Niveaux thermiques prolongés



PPRT BUTAGAZ
Effets thermiques transitoires maximaux
liés aux blèves (blève d'un camion gros porteur)

LEGENDE
Bâtiments concernés par nature

- Habitat
- Industriel, agricole ou commercial
- Projet habitat HLM
- Site source

Préconisation d'urgence 1

- Niveau thermique > 1600 (kW/m²) 4/3 s
- Niveau thermique compris entre 1000 (kW/m²) 4/3 s et 1600 (kW/m²) 4/3 s
- Niveau thermique > 1600 (kW/m²) 4/3 s

Echelle 1/3500 - 1 cm = 35 m (A3)
Copyright IGN, carte IGN BD cartho 2004 -
Sources : PPRT DREAL Limousin DDT 19

25 NOVEMBRE 2010

PPRT BUTAGAZ
Effets thermiques transitoires maximaux
liés à des explosions de nuages de gaz

LEGENDE
Bâtiments concernés par nature

- Habitat
- Industriel, agricole ou commercial
- Projet habitat HLM
- Site source

Enveloppes des effets thermiques

- Niveau thermique compris entre 3 kJ/m² et 5 kJ/m²
- Niveau thermique > 5 kJ/m²

Echelle 1/3500 - 1 cm = 35 m (A3)
Copyright IGN/Adi carto
IGN BD 07/10 2004 -
Sources :
Etudes PPRT DREAL Limousin/CDT 19

17 FEVRIER 2011



LEXIQUE/DEFINITIONS

Affectation : Il s'agit d'un changement de la nature de l'occupation de tout ou partie d'un bâtiment dont la destination reste inchangée.

Circulations douces : Les déplacements piétons et autres modes de déplacement dans la rue ou sur route, dépourvus de motorisation (vélos, rollers...).

Destination : Il y a changement de destination si un local ou une construction passe, avec ou sans travaux, de l'une à l'autre des 9 catégories suivantes : habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, entrepôt et service public ou d'intérêt collectif (art. R123-9 du Code de l'Urbanisme).

ERP : Établissement Recevant du Public

il s'agit de l'ensemble des constructions (bâtiments, locaux et enceintes) dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non.

Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. (Art. R123-2 du Code de la construction).

Les ERP sont classés par groupe et catégorie de 1 à 5 en fonction du nombre maximum de personnes accueillies et par type (ex : (M) pour magasin, (N) pour restauration, (W) pour bureau etc.....) en fonction de la nature de l'exploitation (Cf Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public approuvé par arrêté du 25 juin 1980).

art. GN2 de l'arrêté du 25 juin 1980 :

Les bâtiments d'une même exploitation et les exploitations groupées dans un même bâtiment ou dans des bâtiments voisins, qui ne répondent pas aux conditions d'isolement du présent règlement de sécurité contre l'incendie, sont considérés comme un seul ERP.

La catégorie d'un tel groupement est déterminée d'après l'effectif total des personnes admises, obtenu en additionnant l'effectif de chacune des exploitations.

art. GN3 de l'arrêté du 25 juin 1980 :

Les bâtiments d'un même établissement et les établissements groupés dans un même bâtiment, qui répondent aux conditions d'isolement, (l'effondrement de l'un n'entraîne pas l'effondrement de l'autre) sont considérés comme autant d'établissement recevant du public.

ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (installation classée soumise à déclaration ou autorisation).

SP : Surface de Plancher (art. R112-2 du Code de l'Urbanisme).

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

- 1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
- 2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
- 3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;



- 4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
- 5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
- 6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
- 7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
- 8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

